

Extrait du PCF : Communistes de Vénissieux

http://pcf.venissieux.org/Suite-a-un-debat-OUI-NON-au-campus.html

Suite à un débat OUI/NON au campus de la Doua (Villeurbanne)

- Internationale - activités internationalistes.... -

Date de mise en ligne : mardi 22 mars 2005

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux

une remarque sur le débat, notamment sur le rapport oui/non et l'expression des "indécis" à la fin.

Le positionnement du oui était clair... *"je suis socialiste, contre le marché et le libéralisme, pour la justice sociale et les services publics ... et si la concurrence libre est non faussée est dans le traité... c'est depuis le traité de rome..."*

Résultat, les indécis peuvent rester indécis entre *"**oui*** car il faut faire l'europe pour pouvoir faire autre chose que du libéralisme" et *"**non*** car il faut stopper ce libéralisme pour pouvoir faire l'europe autrement".. tout le monde semble d'accord sur le fonds, et ne divergeant que sur un problème de méthode... comment faire l'europe sociale ?

Or, je crois au contraire, que l'enjeu est bien sur le fonds... et que la manière la plus directe d'exprimer l'alternative pour la France, l'Europe, et la mondialisation, est de poser la question "comment construire des coopérations anticapitalistes en Europe". La différence entre le oui et le non devient plus clair... les oui se placent dans le cadre du capitalisme... d'ou leur acceptation de tous les traités européens et de leurs conséquences. D'ou cette distance entre les discours que tiennent les pouvoirs existants, en France et en Europe, et les réalités des effets de leur politique.. d'ou cette hypocrisie des députés européens verts, PS, et droite qui ont tous votés la préparation de la directive Bolkenstein en 2003 et qui viennent la dénoncer aujourd'hui... (voir l'article sur le vote de l'assemblée européenne en 2003

Oui, ce traité n'est que la continuité des précédents, donc ce sont bien et ce traité ET les précédents qu'il faut remettre en cause ! A partir du moment ou on accepte le marché unique des capitaux, des marchandises, des services et du travail... que reste-t-il à négocier ?

D'autant que ce ne sont pas les partisans du oui qui nous intéresse, mais les indécis, les abstentionnistes. Leur mobilisation ne se fera pas "par défaut". IL faut affirmer que d'autres coopérations internationales que la supranationalité sont possible... il y a plein d'exemples dans le passé de l'Europe (Cern, Airbus...) ou dans l'actualité de l'amérique latine (le discours de Chavez alliant indépendance nationale et construction de l'espace latinoaméricain)

C'est pourquoi il faut imaginer une rencontre qui porterait sur le lien entre des dossiers concrets et la construction européenne, par exemple sur la situation de la recherche en France et en Europe, pour la défense du statut des chercheurs dans la fonction publique contre la précarité et le marché... ou sur le cas ALSTOM (le site de villeurbanne n'est pas loin...), et qui permettrait de poser la question à chaque fois de la démocratie (qui doit décider ?)...

Celà nécessite bien sûr d'accepter que des points de vue différents sur "l'après NON" puissent s'exprimer...

Copyright © PCF : Communistes de Vénissieux